


| | | |
|---|--|---|
|  | <p>Commission Locale de l'Eau de la Midouze Institution Adour Conseil Général des Landes 40025 MONT DE MARSAN 05.58.46.18.70 veronique.michel@institution-adour.fr</p> |  |
|---|--|---|

COMMISSION « QUALITE »

REUNION DU 5 AVRIL 2006

La Commission « Qualité » du SAGE de la Midouze s'est réunie pour la première fois mercredi 5 avril 2006 à 15h00 à la communauté de communes de Villeneuve de Marsan.

Date de convocation : 24 mars 2006

16 présents :

Mr Bernard SUBSOL, Président de la CLE Midouze - **Mr Bruno CABE**, CC de Villeneuve - **Mr Antoine LEQUERTIER**, Mauvezin d'Armagnac - **Mr Claude SENAC**, CC du Bas Armagnac - **Mr Jacques JUNQUAS**, SIVU des Berges de la Midouze - **Mme Chantal PAVARD-GIBBS**, UMINATE - **Mr René CLAVE**, SEPANSO 40 - **Mr Jean-Claude BEZIAT**, Aqualandes - **Mr Jean-Marie NEROU**, Tembec Tartas - **Mr Yves GALLATO**, Chambre d'agriculture 40 - **Mr André TEULE**, Chambre d'agriculture 32 - **Mr Olivier LAURIN**, Police de l'eau 40 - **Mme Josiane POPOVSKY**, IMA - **Mr David BRIANCON**, Conseil Général 40 - **Mr François JONCOUR**, Agence de l'Eau - **Mlle Véronique MICHEL**, Chargée de mission SAGE Midouze.

Etaients excusés :

Mr Thierry CHAUSSIGNAND, MISE 32 - **Mr Daniel CASTERAN**, Préfecture 40

Ordre du jour :

1. Validation du rapporteur proposé par le bureau : Mr Bruno CABE, CC de Villeneuve de Marsan
2. Remarques et validation du Chapitre I : Présentation du bassin
3. Remarques et validation du Chapitre II : Usages
4. Remarques et validation du Chapitre V : Gestion qualitative
5. Etudes à engager ?

SYNTHESE

La Commission « Qualité » du SAGE de la Midouze s'est réunie le mercredi 5 avril 2006 à Villeneuve de Marsan.

Mr Bruno CABE, de la communauté de communes de Villeneuve de Marsan, a été choisi pour rapporter auprès de la CLE les travaux de cette commission.

Chapitre par chapitre, les membres de la commission font part de leurs remarques, corrections ou questions relatives aux documents reçus.

Sont montrées du doigt tour à tour toutes les sources de pollution : industries, piscicultures, agriculture, effluents domestiques, problèmes de gestion des réservoirs, etc., ce qui montre bien que chacun a un rôle à jouer en matière de qualité de l'eau.

La commission souhaiterait engager une étude sur la potentielle acceptation de perte de qualité sur un linéaire connu et défini en aval des foyers de pollution, en tenant compte de l'autoépuration du milieu et des usages existants sur ce linéaire.

COMPTE-RENDU

Monsieur le Président accueille les membres de la Commission dans les locaux mis à disposition par la communauté de communes de Villeneuve de Marsan et ouvre la séance en présentant l'ordre du jour.

Il informe les membres de la Commission que le Bureau se réunira le 4 mai 2006 à 14h30 pour faire le point sur les travaux de commissions et pour préparer la prochaine Commission Locale de l'Eau qui se tiendra à Mont de Marsan le 23 mai 2006 à 15h.

1 / VALIDATION DU RAPPORTEUR

Le Président explique à la commission que lors du bureau du 27 septembre 2005, il a été convenu de désigner des rapporteurs de commission dont le rôle est d'aider la chargée de mission dans la rédaction du compte-rendu et présenter les travaux des commissions au bureau et à la CLE.

Mr CABE, de la communauté de communes de Villeneuve de Marsan, s'est porté volontaire pour être le rapporteur de cette commission « qualité ».

La commission valide à l'unanimité la candidature de Mr CABE.

Avant de procéder aux remarques relatives aux documents envoyés, le Président rappelle que ces documents ont été réalisés à l'aide du porté à connaissance réalisé par l'Etat et des données et cartes fournies par l'Observatoire de l'Eau des Pays de l'Adour (OEPA).

Dans un second temps la chargée de mission rencontrera les équipes techniques de plusieurs structures afin de compléter cette première version de l'Etat des lieux et prendra en compte les remarques formulées lors des 4 commissions thématiques.

2 / CHAPITRE I

* p 14, §4.3.1

Mr TEULE souhaite à juste titre qu'apparaisse la viticulture, activité importante sur le bassin.

* p 15, §4.3.3

Mme PAVARD-GIBBS souhaite savoir si les stockages de gaz d'Izaute et de Lussagnet ont un impact sur les eaux souterraines (eaux thermales, nappe de l'éocène), auquel cas il faudra les faire apparaître

3 / CHAPITRE II

Pas de remarques

4 / CHAPITRE V

* p 3, tableau 1

Mr BEZIAT indique que ce tableau est significatif et que c'est sur celui-là qu'il faut le plus travailler, les tableaux suivants parlant surtout de la pollution organique et pas de la pollution chimique.

Mr BRIANCON complète ce tableau avec les données de 2000 pour les stations manquantes et les données 2005 (disponibles sur http://www.landes.org/ressources_eau/).

* p 11, §2.2.1

Mr JUNQUAS souligne les réels progrès réalisés par la ville de Mont de Marsan en matière d'assainissement.

Mr LAURIN indique que le « problème » vient du fait que Mont De Marsan n'est pas classée en Zone Sensible, elle n'est donc pas obligée de traiter l'azote et le phosphore ; or les flux émis sont très importants → il faudrait que le traitement soit plus poussé et aille au-delà des exigences réglementaires.

Mr JUNQUAS met également en évidence les problèmes liés à l'Assainissement Non Collectif (ANC). Les communes doivent mettre en place un SPANC et vérifier les installations ; il souligne la difficulté d'application pour les Maires et se demande si ces derniers vont réellement établir des PV et prendre des arrêtés de remise aux normes.

* p 14, §2.2.2

Mr NEROU signale que la société Tembec s'est engagée dans un lourd programme environnemental. Ainsi des presses sont en fonctionnement depuis 2004 et permettent de diminuer le volume d'eau de plus de 50%. La filière d'évaporation (13M€) a été commandée le 13 juillet 2005 et devrait entrer en fonctionnement cet été (prévu pour juillet 2006).

Il souligne également que les lenteurs administratives ne sont pas sans retarder la mise en place de ce programme de dépollution.

* p 20, tableau 15

Mr BEZIAT demande pourquoi les données concernant CAILLOR ne figurent pas dans ce tableau.

Mr LAURIN indique que CAILLOR n'a pas voulu fournir ces données dans le cadre de l'étude « Midouze ».

Mr BEZIAT ajoute que c'est une ICPE et qu'il doit donc y avoir des données.

(→ Voir avec AEAG)

La commission demande à ce que soit également vérifiée la situation de l'entreprise Delpeyrat située à Saint Pierre du Mont (rejets ?).

Mr BEZIAT indique que les flux nets à terme pour les piscicultures ne présentent pas d'évolution alors que l'amélioration des techniques d'élevage et d'alimentation n'est pas à exclure.

* p 21, tableau 16

Mr BEZIAT trouve que l'unité « EqH » n'est pas adaptée car elle retranscrit la pollution organique alors que la pollution domestique est surtout azotée et phosphorée.

Mr NEROU indique que Tembec rejette essentiellement de la pollution organique et des MES biodégradables et qu'ils sont très vigilants sur l'oxygène dissous.

Mr LAURIN indique que l'unité « EqH » est juste un critère établi pour comparer les différents établissements.

Carte 20 : Localisation et fonctionnement des STEP

Mme PAVARD-GIBBS remet au Président un dossier sur l'assainissement des eaux usées par phytorestoration qui présente des filières d'assainissement collectif et autonome. Ce document sera à prendre en compte dans la recherche de solutions.

Divers

Le président demande à Mr LAURIN de présenter l'étude Midouze à la commission.

L'étude « Midouze » vise à la détermination de débits de références autres que ceux du SDAGE Adour-Garonne (DOE et DCR à Campagne) à travers une approche hydrobiologique → **détermination de débits biologiques optimum (DBO) et de débits biologiques de crise (DBC)** en dessous duquel la survie des poissons est menacée, à différents points du bassin, et notamment aux points nodaux du SDAGE pour comparer les valeurs ; Ainsi le DCR à Campagne = 5 m³/s alors que le DBC à Campagne = 4,5 m³/s.

L'étude vise également à **déterminer des débits de dilution** au niveau des principaux foyers de pollution du bassin. Ainsi à Mont de Marsan, pour avoir une qualité 1B, il faudrait un débit de 11 m³/s (DBC = 1,6 m³/s).

Mr LAURIN souhaiterait que la régie des eaux de Mont de Marsan notamment fasse partie de cette commission.

→ Inviter aux prochaines réunions les foyers de pollutions principaux : Nogaro, Cazaubon, Roquefort, Mont de Marsan, Morcenx (régies des eaux, industries).

Mr CLAVE cite la thèse de doctorat d'Alain Gigan (BRGM), qui met en évidence les zones de contact entre rivière et nappes (Midouze / Aquitainien et Midour-Ludon / Helvétien), pour souligner le risque de pollution des nappes par les rivières. Ainsi l'Helvétien est pollué par les nitrates à 50 mg/L et le puits de Mont de Marsan - La Poste a été fermé à cause des pesticides et des nitrates (Helvétien).

Mr BEZIAT indique que c'est la rivière qui draine la nappe, celle-ci étant en pression par rapport à la rivière ; la pollution ne vient donc pas de la rivière mais de l'infiltration de l'eau dans les sols.

Mr LAURIN rappelle que l'étude « Midouze » traite du rôle des nappes et des relations avec les rivières et informe la commission que ce sont les nappes qui alimentent les rivières et non l'inverse ; le débit d'alimentation par les nappes a même été estimé.

Mr CLAVE indique que dans cette étude, la CACG est juge et partie, et que dans quelques décennies, l'Aquitainien sous Mont de Marsan sera pollué par les nitrates. Mme PAVARD-GIBBS le rejoint dans cette idée et demande la plus grande transparence à ce sujet.

Mr LAURIN rappelle que la CACG n'a pas réalisé l'étude « seule ». Un comité de pilotage, auquel ont participé notamment les 2 DIREN, a suivi et validé l'étude.

Mr SUBSOL propose que Mr HAUQUIN, l'hydrogéologue du CG40, vienne clarifier, lors des prochaines commissions, le contexte hydrogéologique du bassin.

Mr SENAC indique que beaucoup de lacs ont été créés dans le Gers à des endroits peut être peu adaptés, avec des petits bassins versants. Et lorsque l'on lâche de l'eau d'un barrage rempli en début de saison d'étiage à tout juste 25%, l'eau risque fort d'être polluée ; ainsi en 2005 les culots de réservoirs ont été déstockés, créant une pollution importante dans le Midour. Ce problème se rencontre régulièrement sur les 3 réservoirs du Midour amont (Maribot, Bourgès, Lapeyrie) → gros problème sur le Midour.

Mr CLAVE souhaiterait que les agriculteurs calculent leurs amendements sur la base du ratio C/N et non plus N/S, comme cela se fait en agriculture paysanne.

Mr CABE souligne les efforts consentis par les agriculteurs, avec l'aide des Chambres d'Agriculture, pour mieux irriguer notamment → les drains ne coulent pas. Par ailleurs, au regard du prix des engrais et pesticides, ces substances ne sont pas épandues à tout va.

Mr LEQUERTIER indique que sur sa commune (Mauvezin d'A.), il existe une pollution annuelle entre septembre et octobre, qui ne vient pas comme pressenti de la Cave de Cazaubon mais qui proviendrait des thermes de Barbotan.

Mr JUNQUAS ajoute que chez lui aussi, en novembre, une pollution a décimé la population piscicole d'un lac, mais que cette pollution était due à un drain qui s'était mis à couler seulement en novembre. Il ajoute que tout le monde est responsable de la dégradation de la qualité de l'eau et que tout le monde a son rôle à jouer pour éviter cette dégradation.

Mr BEZIAT précise qu'en septembre-octobre dans les eaux dormantes, par effet thermique naturel, les eaux du fond remontent à la surface, entraînant avec elles la pollution accumulée au fond, ce qui provoque souvent une mortalité piscicole.

Mr LAURIN indique alors que le cas de la pollution diffuse n'a pas été abordé dans l'état des lieux et qu'il faudrait ajouter un paragraphe à ce sujet.

Mr CLAVE regrette que les Contrats d'Agriculture Durable, dont l'application était une mesure prioritaire, n'aient pas été mis en place. Il souhaiterait que l'ère de la monoculture prenne fin et que les agriculteurs tiennent compte du Carbone dans leur ratio.

Mr CABE précise que monoculture n'est pas incompatible avec prise en compte du Carbone.

Mr TEULE indique que sur le bassin Midour / Douze, les quotas à 2700l/s sont stricts et coûteux. De plus, l'irrigation a un coût énergétique important ; les agriculteurs font donc attention quand ils irriguent.

Il ajoute que de nombreuses actions type CTE et CAD ont été menées (bandes enherbées, utilisation des phytosanitaires...) sur le bassin et que d'autres actions liées au DOCOB du site Natura 2000 « Etangs de l'Armagnac » ont été entreprises.

Mr LEQUERTIER met en évidence que les agriculteurs ne sont pas les seuls responsables de la pollution et de l'utilisation de la ressource ; l'usage domestique est en effet une grande problématique.

5 / ETUDES COMPLEMENTAIRES A ENGAGER

Le Président rappelle qu'il ne faut engager que les études absolument nécessaires et ne pas s'engager dans une multitude d'études qui ont peut être déjà été menées.

Mr LAURIN indique qu'il n'est pas possible économiquement de traiter entièrement les rejets et se demande s'il ne faut pas reclasser les objectifs de qualité. Est-ce qu'en tenant compte du débit et de la concentration, il serait possible de modéliser l'autoépuration du milieu pour savoir au bout de quel linéaire de rivière on ne retrouve plus l'impact du rejet ; ainsi, si l'impact se fait sentir sur 3km et qu'aucun usage nécessitant une eau de bonne qualité n'existe sur ce tronçon, il pourrait être envisagé d'accepter une moindre qualité sur ces 3km.

Mr JONCOUR informe la commission qu'un logiciel de ce type est en cours de développement au siège de l'Agence (logiciel PEGASE). Il propose de se renseigner sur la possibilité d'utilisation de ce logiciel sur le bassin de la Midouze.

La commission valide le principe d'une telle étude.

Mr BEZIAT et Mme POPOVSKY indiquent que le CEMAGREF de Bordeaux a mené des études sur le pouvoir autoépurateur des cours d'eau pour les piscicultures.

Mr JONCOUR met en exergue la nécessité de hiérarchiser les études demandées par les différentes commissions. Si on accepte un linéaire de qualité moindre en aval des foyers de pollution, les débits de dilution nécessaires changent et le déficit également : cette étude relative à la qualité doit intervenir en amont du bilan besoins-ressources.

Mr SUBSOL propose à la Commission de se renseigner sur les conditions de réalisation d'une telle étude (faisabilité, coût, temps, retour d'expérience, etc.) avant d'engager toute démarche.

Le Président remercie les membres de la commission pour leur participation et lève la séance.